

# L'Humanité



Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 12  
dimanche 13  
février 1977

No 624

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 57952

## Italie

Puissante manifestation antirévissionniste à Rome

# RIPOSTE AU PLAN D'AUSTERITE

La politique de gestion du capitalisme du Parti révisionniste italien, se traduit, entre autre par son soutien au plan Andreotti (plan Barre italien) et par la trahison ouverte des intérêts de la classe ouvrière avec la signature par la CGIL — le syndicat révisionniste — et le patronat, d'un accord sur la «réduction du coût du travail».

Cette politique montre de plus en plus clairement aux yeux des masses italiennes, la nature du révisionnisme comme partie intégrante de la bourgeoisie.

Un «sommet économique» réunissant les partis qui soutiennent le gouvernement (Démocrates chrétiens, social-démocrates, Républicains, libéraux, socialistes et révisionnistes) a entériné, la semaine dernière, les nouvelles mesures d'austérité prises par la bourgeoisie italienne pour faire supporter à la classe ouvrière le prix de sa crise capitaliste.

Ces mesures prévoient notamment :

— Une économie de 2

milliards de nouveaux francs par an avec la suppression de l'indexation des salaires sur un système d'échelle mobile, entre autre pour les ouvriers de la chimie, du gaz

— La non-application de l'augmentation prévue pour mars prochain des primes de départ à la retraite.

— Des restrictions de l'attribution de l'allocation-

chômage et une chasse avec des sanctions contre les «faux chômeurs» (ceux que la bourgeoisie considère comme tels)

(suite p.2)



Manifestation contre le plan d'austérité ; sur la banderole on peut lire «Non au chômage».

et de l'électricité et les employés des banques.

En clair : diminution des salaires par rapport à la hausse des prix.

## Hausse des produits pétroliers

# NE PAS SE TROMPER DE CIBLE

De nouvelles hausses de prix des produits pétroliers viennent d'être décrétées avec des tarifs différents selon les régions, la plus touchée étant la région parisienne. Pour cette dernière, le litre de super augmente de 6 centimes et passe à 2,31 F, l'ordinaire de 5 centimes et passe à 2,14 F, soit 2,3 % environ. Quant au fuel domestique, il passe à 0,78 F (soit 6,7 % de plus) et le gaz-oil à 1,39 F (soit 3,7 %).

Fidèles à ses habitudes, la bourgeoisie cherche des prétextes pour faire payer aux masses populaires sa politique antisociale et sa re-

cherche du profit maximum ; par exemple, elle donne comme prétexte, la poussée du dollar contre le franc qui élève le prix des factures. Mais le plus important c'est comme d'habitude qu'elle cherche à faire endosser la responsabilité aux pays du tiers monde — en l'occurrence les pays producteurs de pétrole — et alimente ainsi sa campagne raciste anti-arabe.

L'OPEP indique à juste titre que le pétrole est la source d'énergie la moins chère, qu'elle pourrait doubler le prix qui est encore trop bas.

(suite p.3)

# Une étourderie de l'agence

## TASS Article p. 2

## Grande-Bretagne

# Appel angoissé du premier ministre au peuple : «Acceptez d'être tondus !»

Les travailleurs anglais montrent un mécontentement croissant à l'égard de la réduction des salaires dont ils font l'objet depuis 2 ans.

Le TUC, important syndicat anglais, avait donné son accord à cette politique en signant avec le gouvernement anglais un «contrat social». Sous la pres-

cion des travailleurs il se voit obligé de manifester quelque réticence. Aussi, Len Murray, son secrétaire général, a-t-il déclaré qu'il allait remettre cette politique en question. Son «partenaire social», James Callaghan, premier ministre, a aussitôt lancé un appel à la raison. «Si le peuple,

a-t-il dit, peut continuer à accepter cette politique il n'y a guère de doute que le taux d'inflation baissera de façon substantielle. Mais si cette politique est rejetée, par suite d'impatiences, nous devons faire face à un taux d'inflation accru dans des proportions considérables.» (suite p.2)

## Deffrenne (Roubaix)

# Le chemin de la victoire

Le lundi 17 janvier, les travailleurs de Deffrenne (308 salariés, une usine à Roubaix, une autre à Leers) décidaient unanimement la grève illimitée avec occupation : c'était leur réponse au projet de la COGEFI de licencier 35 d'entre eux, pour mettre en œuvre son «plan de redressement» (voir notre édition du 19/1/77).

Cinq jours plus tard, le vendredi matin, un télex de la COGEFI parvenait chez Deffrenne : «35 licenciements suspendus». L'après-midi, les travailleurs, en assemblée générale, suspendaient, eux aussi, leur grève. Ce succès intervient après bien des débours de la classe ouvrière dans le secteur textile, et revêt en conséquence une importance particulière.

Non à la  
restructuration  
au profit des patrons

Usine après usine, il n'est pas d'entreprise à Roubaix-Tourcoing qui ne soit touchée de près ou de loin par la crise capitaliste, particulièrement aigüe dans le secteur textile. Rappelons-nous : Tiberghien frères (Tourcoing), 200 licenciements réalisés ; Lestienne (Roubaix), 300 réalisés ; SOCOVEM (ateliers Herbert-Denneulin), 300 en cours ; Lepoutre (Roubaix), 150 projetés ; Lemaire et

Dillies (Roubaix), 60 prévus et tout récemment Lainière de Cambrai (Cambrai-groupe Prouvost), 140 décidés.

Voilà les manifestations du plan Giscard-Barre, pour sauver le capitalisme et, une fois de plus, faire payer les travailleurs. Jusqu'à présent les directions syndicales et les pontes de l'Union de la gauche avaient accepté, moyennant quelques protestations verbales, quelques manifestations en ville et des négociations nombreuses et inefficaces, le diktat des patrons.

Mais la classe ouvrière n'accepte pas la loi des patrons. A Deffrenne, elle a refusé le défaitisme et l'électoratisme propagés par les politiciens de la fausse «gauche», elle a choisi la riposte elle a choisi de lutter pour vaincre.

(Suite p. 4)

## La crise au «passé»

# Barre renouvelle ses déclarations optimistes !

Décidément, Barre pratique fort activement la méthode Coué ! En visite à Lyon, il a déclaré une fois de plus qu'il discernait les signes de redressement économique, sans baisse de l'activité, et, il faut tout entendre, sans détérioration de l'emploi !

Comme si l'emploi n'était pas déjà bel et bien détérioré par le chômage ! Il faut dire que son collègue Beullac qui s'oppose tant à l'augmentation des salaires fait également des pieds et des mains pour faire rayer le plus de chômeurs possible des listes et truquer les chiffres. Ne manquant pas de souffle, Barre a donc parlé de la crise au passé comme si tout était en train de s'arranger. (Suite p. 3)

## Crise et luttes en Europe

La Grande-Bretagne vient d'enregistrer en janvier une hausse record des prix de gros. Celle-ci s'établit à 3,25 % pour un seul mois et porte à 19,5 % la hausse annuelle de ces prix. Conséquence de ces augmentations, les prix de détail ont augmenté de 15,1 % en 1976.

\*\*\*\*

En Italie, le taux d'inflation a été chiffré à 1,3 % en décembre dernier. Le taux annuel pour 1976 se monte à 16,8 % annonce l'institut officiel de l'État italien.

\*\*\*\*

Le nombre des chômeurs inscrits dans l'ensemble de la Communauté européenne se chiffre, fin décembre 76, à 5,4 millions de personnes. Ce chiffre est en augmentation de 100 000 par rapport à l'année précédente et représente 5,2 % de la population active de la Communauté.

Les plus touchés par le chômage sont les femmes (plus de 12 %) et les jeunes de moins de 25 ans qui représentent près de 40 % de l'ensemble des chômeurs inscrits.

\*\*\*\*

Au Portugal, malgré un ultimatum lancé par le gouvernement la grève des pêcheurs qui se poursuit depuis quinze jours pour obtenir des salaires décents se poursuit.

Les 300 000 travailleurs de l'industrie textile ont observé mercredi des arrêts de travail d'une heure par roulement pour obtenir des modifications de leur convention collective.

\*\*\*\*

Aux Pays-Bas, le nombre de grévistes protestant contre le refus du patronat d'adapter automatiquement les salaires à l'augmentation du coût de la vie augmentent de jour en jour et a atteint mercredi, troisième journée du conflit, 16 300 ouvriers de 78 entreprises.

### Grande-Bretagne

#### Appel angoissé du premier ministre

(suite de la p. une)

Il n'a cependant pas caché que cette 3e année serait «probablement la plus difficile de toutes». Un cynisme auquel les travailleurs anglais sauront répondre comme il convient.

# UNE ETOURDERIE DE L'AGENCE TASS

Les récents reportages et commentaires de Washington sur l'intensification des efforts soviétiques visant à une supériorité militaire générale sur les États-Unis inquiètent fort le Kremlin. C'est pourquoi le 12 janvier dernier, le commentateur de TASS, Yuri Kornilov, les a considérés comme dénués de «fondement» et «inventés» et comme un «mythe».

Il a dit que «si l'Union soviétique a dépassé les États-Unis pour certaines armes, d'autres, au contraire, ont été développées plus vite par les États-Unis».

En d'autres termes, il existe (entre les deux parties) une parité et une égalité de force militaire. Il a précisé un principe, «le principe que la parité (le principe d'une sécurité égale étant issu de celui-là) que l'Union soviétique a maintenu dans toutes les conférences en vue d'arrêter la course aux armements».

Il est à noter que TASS a radiodiffusé le 14 janvier le même article avec les différences suivantes : les phrases telles que «si l'Union soviétique a dépassé les États-Unis pour certaines armes, d'autres, au contraire, ont été développées plus vite par les États-Unis».

En d'autres termes, il existe entre les deux parties, une parité et une égalité de force militaire ont été effacées et remplacées par «les forces militaires des deux pays sont presque égales».

D'ailleurs, a disparu aussi l'ancienne version faisant mention du «principe de la parité» que l'Union soviétique a soutenu dans les négociations pour mettre fin à la course aux armements.

Ces révisions ont été faites dans un dessein inavouable et après s'être beaucoup creusé la cervelle.

D'abord, Kornilov avait commis une faute, aux yeux du Kremlin, dans l'ancienne déclaration. Dire que l'Union soviétique a dépassé les États-Unis sur le plan de certaines armes, alors que les États-Unis ont connu un développement plus rapide sur d'autres, c'est dire que la fébrile course aux armements du Kremlin et ses efforts visant à la supériorité stratégique sur les

États-Unis ne sont ni une «fabrication» ni un «mythe», mais un fait indiscutable. Il crève les yeux qu'il n'est pas favorable à la présente campagne de «désarmement» et de «détente» déclenchée par le Kremlin contre Washington.

Par conséquent, cette phrase peu réfléchie doit être immédiatement retirée. Puisqu'elle a été publiée, il valait mieux faire couler plus d'encre et employer des termes vagues pour remédier à ce défaut que la retirer complètement.

Deuxièmement, il est défavorable de reconnaître l'égalité de la force militaire ou le «principe de

parité», pour la supercherie du Kremlin visant aux armements. Lors des entretiens sur la limitation des armes stratégiques, par exemple, l'Union soviétique a insisté dans la limitation du missile «cruise» américain, non du bombardier «backfire». Une telle reconnaissance conduirait le Kremlin dans l'impossibilité de restreindre les États-Unis et d'accroître sa propre puissance militaire.

Il en est de même dans leurs entretiens sur la réduction des forces armées en Europe centrale. Si les troupes et les armements des deux blocs militaires concentrés en Europe centrale étaient

réduits suivant «le principe de parité», l'Union soviétique perdrait sa supériorité militaire actuelle dans cette région.

C'est pourquoi la version de l'égalité de forces et du principe de parité devait être corrigée.

C'est ainsi que le Kremlin peut continuer sa course aux armements et ses préparatifs de guerre et atteindre à la suprématie militaire, sous le chant berceur du désarmement et de la détente.

Le Kremlin, en voulant trop vite justifier les nouveaux tsars, a commis une étourderie. C'est une performance de TASS. Voilà comment on fait de mauvaises affaires.

## Rappel des réservistes en RDA

Selon le journal «Berliner Morgenpost» (chaîne Springer), des milliers de réservistes est-allemands ont été mobilisés ces derniers jours, surtout en Thuringe. La mesure toucherait des hommes entre 18 et 35 ans. Elle aurait entraîné en particulier la mise sur pied de bataillons entiers des milices ouvrières du PC est-allemand (SED). Le rappel des réservistes a été très mal accueilli par ceux-ci. Les casernes de Thuringe seraient surpeuplées et un certain nombre de réservistes auraient été dirigés sur des cantonnements de fortune, malgré la rigueur du froid. Par endroits, le ravitaillement serait insuffisant. Selon «Berliner Morgenpost», la mesure est destinée à «intimider» la population est-allemande, sans doute pour étouffer dans l'œuf toute velléité de contestation.

## Rome

### Puissante manifestation antirévissionniste

Suite de la p. 1.

— Une augmentation des impôts indirects, ceux qui touchent le plus le peuple, qui devraient apporter à l'État bourgeois plus de 6 milliards de nouveaux francs.

Ainsi la bourgeoisie italienne a réussi, avec l'aide des révissionnistes à établir une véritable «Union sacrée», entièrement dirigée contre les intérêts de la classe ouvrière. On comprend que les bourgeoisies de nombreux pays d'Europe s'intéressent brusquement au PCI. Ce parti s'avère en fait être, pour la bourgeoisie italienne, un bon moyen de tenter de sortir d'une crise politique et économique dans laquelle elle se dépitait depuis des années.

En même temps que le plus puissant des partis révissionnistes d'Europe occidentale, avec sa théorie de l'eurorévissionnisme, il en est le chef de file et l'exemple.

C'est pourquoi l'expérience italienne est tellement importante pour le prolétariat français. Elle est la preuve concrète que la classe ouvrière n'a absolument rien à attendre de bon de l'arrivée du révissionnisme au pouvoir.

Depuis les dernières élections qui ont consacré l'arrivée du PCI à la tête d'une grande partie du pouvoir d'État, une série sans précédent de mesures antipopulaires ont été prises, mesures qui vont de la création de prisons spéciales pour «terroristes» jusqu'aux derniè-



Le maire révissionniste de Rome et le pape.

res mesures de la semaine passée. Ces mesures sont entièrement le fruit de la fructueuse collaboration de Berlinguer avec les autres partis bourgeois.

Mais en même temps

«grèves sauvages» qui, à l'exemple de chez Fiat, se font sans et contre les révissionnistes et contre leur plan d'austérité.

Mardi dernier, quinze mille étudiants manifes-

versé Rome, les slogans ont été principalement axés sur la dénonciation du parti révissionniste et de son organisation de jeunes.

Partout où les manifestants passaient, il ne restait plus une seule affiche du faux Parti communiste italien.

Le PCI trahit la classe ouvrière, le PCI trahit la jeunesse.

Tel était résumé, le principal mot d'ordre que reprenaient les quinze mille manifestants.

On peut remarquer au passage que les trotskistes du PDUP étaient brillamment absents de cette puissante manifestation populaire. Ils ont préféré manifester jeudi au cul du PCI, probablement pour appuyer les dernières mesures gouvernementales.

### Le PCI et le pouvoir d'État

Depuis les élections municipales et régionales de juin 75 et les législatives de 76 où il a obtenu respectivement 35,4 % et 34,4 % des voix, le PCI contrôle la plupart des grandes municipalités italiennes (Rome, Milan, Naples, Florence, Gênes et Venise) ainsi que la majorité des assemblées régionales. Il dispose de plus de 227 députés sur 630 à la Chambre (263 à la Démocratie chrétienne).

que la classe capitaliste reconnaît de plus en plus celui-ci comme faisant partie des siens, la classe ouvrière et les masses populaires le rejettent de plus en plus.

On ne compte plus les

taient à Rome contre le projet de réforme de l'université. Rapidement cette manifestation de masse a pris un caractère nettement anticapitaliste et antirévissionniste. Tout au long du cortège qui a tra-

## nouvelles intérieures

Les nationalisations  
vues par le PS«Le patrimoine  
d'aucun actionnaire  
ne sera amputé»

Le quotidien «Les Échos» publie jeudi une interview de Jacques Attali, Conseiller économique de Mitterrand, à propos de la politique de l'Union de la «gauche» vis-à-vis des détenteurs de capitaux des entreprises nationalisées, en cas de venue au gouvernement.

Dans cette interview, Attali explique très bien la nature réelle de ces «nationalisations» prévues par le Programme commun. Elles visent principalement dans le renforcement du pouvoir et du contrôle de l'État bourgeois sur le secteur industriel et bancaire. «Il ne s'agit pas de réduire la fortune des actionnaires dans ces firmes : la réduction des inégalités est un autre problème (...) L'objectif fixé : prendre le pouvoir dans ces entreprises sans léser les détenteurs de créances sur ces firmes».

Le PS ne propose pas un rachat des actions, car dit-il, cela coûte cher à l'État. Il propose seulement que l'État dirige ces entreprises dans le cadre de sa politique industrielle. C'est pourquoi Attali présente «l'échange des actions contre des titres d'un genre nou-

veau» dont les dividendes seraient sous le contrôle d'État. Il précise ainsi : «que le patrimoine d'aucun actionnaire quel qu'il soit, ne sera amputé».

Le rôle des entreprises nationalisées, dans l'économie capitaliste, Attali, l'explique très bien, il s'agit de «jouer un rôle essentiel moteur, directe dans ses investissements, et indirect par ses commandes au secteur privé dans l'entraînement de l'économie nationale vers une nouvelle croissance». Faire des entreprises sous contrôle de l'État une sorte d'avant-garde dans le développement capitaliste monopoliste d'État, voilà le projet du PS.

La démagogie sur l'emploi ne peut masquer la nature profondément réactionnaire de ce programme. Il suffit de demander aux ouvriers de la Régie Renault — qui est une entreprise sous contrôle d'État — comment ils sont exploités, et combien leur «pouvoir» est inexistant dans cette entreprise, pour se convaincre des buts que poursuivent les partis bourgeois de l'Union de la fausse gauche.

## La crise au passé

Barre renouvelle ses  
déclarations «optimistes»

(suite de la p. une)

«La remise en ordre de l'économie française (a-t-il déclaré) n'a pas eu d'autre but que de permettre à notre pays de retrouver la voie du développement économique, du plein emploi et de l'équilibre des échanges extérieurs». Moyennant quoi, il parle de renforcer l'application de son plan, d'assainir les finances de la Sécurité sociale.

Cela veut dire qu'il s'apprête à réduire les droits sociaux acquis des travailleurs et à amputer encore

leur pouvoir d'achat.

Les bas salaires c'est d'ailleurs ce sur quoi Barre compte pour rétablir la balance des paiements en développant nos exportations.

Il a marqué dans l'après-midi l'importance qu'il accorde à ces dernières en rendant visite au PDG d'une usine travaillant pour l'exportation dans le domaine nucléaire.

Il a réaffirmé lors de cet entretien l'intention de créer une usine de retraitement du combustible au Pakistan.

## Hausse des produits pétroliers

## NE PAS SE TROMPER DE CIBLE

(suite de la p. une)

Ce pourquoi se battent les pays de l'OPEP, c'est précisément pour que leurs matières premières soient payées à un juste prix, contre le pillage de leurs ressources par l'impérialisme et le social-impérialisme, car quelles que soient les belles paroles de ceux qui nous gouvernent, leurs rapports avec les pays du tiers-monde sont toujours caractérisés par leur nature impérialiste, néocolonialiste.

Si les hausses de prix des produits pétroliers intervenues aujourd'hui en France touchent les larges masses de notre pays, celles-ci ne doivent pas se tromper de cible. C'est la bourgeoisie monopoliste et impérialiste française qui a décrété

la hausse pour maintenir et accentuer ses profits (plus de la moitié du prix d'un litre d'essence va dans les caisses de l'État), servir les intérêts des gros monopoles pétroliers (dont les taux de profit sont exorbitants). Voilà les ennemis, voilà les responsables.

Les pays producteurs de pétrole, comme tous les pays du tiers monde luttent contre le pillage impérialiste ; leur lutte est juste et nous devons la soutenir, car l'impérialisme — et plus particulièrement les deux superpuissances — est notre ennemi commun.

## MAIRE, FIDÈLE A SA TACTIQUE !

Maire est décidé à tout faire pour empêcher les travailleurs d'affronter le plan Barre.

Dans une interview à la «Conjoncture sociale» — Lettre hebdomadaire d'informations sociales destinée aux chefs d'entreprises — il a déclaré «On nous dresse un mur. Notre tactique est de le contourner».

Mais comment éviter autrement que par une lutte dure l'augmentation du chômage et la baisse du pouvoir d'achat ?

Sous prétexte de tactique, c'est aussi cette lutte que Maire veut «contourner». Il avertit

d'ailleurs les patrons que si les grèves seront longues ce n'est pas pour les faire céder mais parce qu'il lui est nécessaire dans sa tactique vis-à-vis des travailleurs d'introduire la durée dans les actions syndicales.

Il précise au cas où ils s'inquièteraient malgré tout, que ces grèves se dérouleront dans le bon ordre : «(elles) seront échelonnées et coordonnées».

Les travailleurs monteront à Maire la différence entre la lutte de classe et le cirque électoral !

## La Faucille

JOURNAL DES COMMISSAIRES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Le No 30 de la Faucille est paru. Passez vos commandes à l'Humanité rouge, BP 61 — 75861 Paris cedex 18.

Au sommaire : Bilan de la lutte à Naussac — Bretagne : non aux nouvelles mesures de l'Etat — Pologne : misère des paysans, etc....

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN  
NE LE JETEZ PAS!  
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**

MITTERRAND, GERANT LOYAL  
DU CAPITALISME

Complétant les déclarations pourtant déjà «su-crées» de son économiste, J. Attali, François Mitterrand a déclaré à l'hebdomadaire patronal, «Le Nouvel Économiste» du 10 février, en traitant de la politique industrielle d'un gouvernement d'«Union de la gauche».

«Développer les secteurs les plus productifs, créer des emplois, équilibrer la balance des paiements» ce sont les objectifs essentiels de la politique industrielle préconisée par le Parti socialiste (de grands objectifs débattus selon des procédures démocratiques ?).

Fallait-il une affirmation plus claire des buts de gerant loyal du capitalisme ? En résumant les objectifs de sa politique industrielle, Mitterrand indique avec netteté que la recherche du profit maxi-

mum sera bien toujours la ligne directrice d'un gouvernement soi-disant pour le socialisme. En effet, quand Mitterrand parle des secteurs les «plus productifs», il met l'accent non sur l'utilité de leur production, non sur l'intérêt des travailleurs mais sur celui des entreprises c'est-à-dire sur leur «rentabilité».

Car qu'est-ce qui rend un secteur «productif» ? Demandez-le à n'importe quel chef d'entreprise : il vous dira que c'est l'importance plus ou moins grande des profits réalisés par rapport aux investissements en matériel et aux salaires ; en d'autres termes, produire plus en employant moins de travailleurs et à des cadences plus élevées, voilà le b.a.ba de la productivité. C'est précisément pour développer les secteurs «productifs» que les monopoles capitalistes licencient actuellement à tour de bras dans des secteurs «improductifs».

Comment Mitterrand réussirait-il le tour de passe-passe de développer les secteurs productifs sans liquider les secteurs «improductifs» et sans jeter les travailleurs sur le pavé, voilà ce qu'il ne dit évidemment pas ! ou plutôt si, il dit qu'il appartiendra aux entreprises de définir leur stratégie ; comme on dit «plus ça change, et plus c'est comme avant».

En vérité, il n'y a pas de solution valable pour la classe ouvrière et les travailleurs dans le cadre du capitalisme avec un gouvernement de «droite» ou de «gauche». La seule solution réside dans le renversement des capitalistes et la prise en main du pouvoir par la classe ouvrière : dès lors, la ligne de développement économique serait immédiatement d'assurer du travail pour tous et de réorganiser toute la production en fonction des besoins sociaux et non de la «productivité» capitaliste.

COMMUNIQUE  
DU COMITE DE COORDINATION  
DES FOYERS SONACOTRA EN GREVE

Les résidents de plusieurs foyers continuent à recevoir des feuilles d'impôts locaux. Nous avons décidé d'envoyer des lettres à l'inspection des finances pour nous étonner d'avoir à payer des impôts qui sont normalement exigibles de locataires, alors que la SONACOTRA nous a toujours refusé ce statut.

Suite au décret du 16/1/76, article 6, qui prévoit que, préalablement à l'exigence des paiements, soit produite une note détaillant le décompte des prestations fournies (cf. Information 5), ce que n'a jamais fait la SONACOTRA, nous avons décidé de demander par lettre aux directeurs des foyers de nous fournir ces précisions.

Nous rappelons à cette occasion que nous ne refusons pas de payer un loyer, mais nous voulons payer un loyer juste. Comme il a été impossible d'obtenir une négociation, nous avons été contraints de porter plainte, estimant que les prix qui nous étaient demandés étaient trop élevés, et nous demandons à la justice de trancher. Nous ne comprenons pas pourquoi on tarde tant à instruire la plainte pour pratique de prix illicites, que nous avons déposée en juin auprès du tribunal de grande instance de Paris. Ce n'est seulement que maintenant que nous commençons à recevoir des convocations pour être entendus sur la plainte que nous avons déposée au mois de juin.

Le samedi 5 janvier, pendant 3 heu-

res, 1 000 personnes ont manifesté dans les rues de St-Denis avec les banderoles du Comité de coordination («Halte aux saisies-arrêt sur salaire», «Retour de nos camarades expulsés», «Non aux foyers-prison»), et les banderoles de l'UL-CFDT de Saint-Denis et de la section CFDT d'Alstom.

La population de Saint-Denis a pu, nous l'espérons, mieux comprendre notre lutte, nos revendications, notre désir d'une véritable justice.

Comment expliquer que les tribunaux de Saint-Denis, Montreuil et Dijon aient accepté de statuer sur les saisies-arrêt avant même de savoir la décision du tribunal sur notre plainte, alors que les tribunaux de Sannois, Pontoise et Montmorency ont sursis à statuer jusqu'à l'instruction de notre plainte ?

Comment expliquer enfin qu'on attende la décision du conseil d'État pour nos camarades expulsés au mois d'avril 1976 ?

Le 24 février à 14 heures, le tribunal de Saint-Denis (21, rue Gabriel Péri) se prononcera en séance publique pour la validation des saisies-arrêt prononcées à titre conservatoire pour les foyers de Saint-Denis et Pierrefitte.

Le samedi 19 février, une journée «Portes ouvertes» est organisée au foyer de Corneilles-en-Paris.

Le samedi 26 février : journée «Portes ouvertes» au foyer de Chilly-Mazarin.  
Le Comité de coordination.



la France des luttes

Deffrenne (Roubaix)

Le chemin de la victoire

Suite de la p. 1.

La crise, c'est aux patrons de la payer !

Pourtant, rien n'était gagné. Les travailleurs de Deffrenne n'avaient pour eux que leur détermination à refuser de faire les frais de la crise capitaliste. En face d'eux, ils avaient la COGEFI, cabinet de «gestion» des entreprises malades, qui «redresse» actuellement une soixantaine d'usines ; et derrière cette équipe de charognards, dirigée par Monsieur A Pallan, il y a les gros patrons du textile, il y a les banquiers, les organismes publics ; pourtant, derrière ce requin aux dents longues, il y a, pour le soutenir, les tribunaux de commerce de Mulhouse et de Roubaix, il y a les assemblées régionales. Cependant, ce requin qui avait, sans difficulté réelle, jeté à la rue 200 travailleurs de chez Tiberghien frères, ce requin s'est cassé les dents : Deffrenne lui est resté dans la gorge. On comprend la joie des travailleurs de Deffrenne, quand ils peuvent dire : «C'est la première fois que la COGEFI recule».

On comprend leur enthousiasme et leur espoir, quand ils ajoutent : «C'est un grand encouragement pour tous les travailleurs du textile en lutte contre le chômage» ; leur victoire, ce n'est pas seulement sur un patron qu'ils l'ont remportée, mais aussi sur le patro-

nat textile, contre le plan Giscard-Barre.

Non à tout licenciement Du travail pour tous !

Mais ils restent prêts à riposter de nouveau : c'est le sens de la suspension de leur grève. L'un d'eux disait justement : «Nous avons gagné une bataille, pas la guerre».

Ils ont montré qu'il était juste et possible de refuser tout licenciement. Car en accepter un, c'est en accepter trente cinq, et cent et d'autres ; c'est accepter la réduction des salaires combinée avec la surexploitation de ceux qui restent, sans, pour ceux-ci, aucune sécurité de l'emploi.

Ils ont et auront encore à refuser les licenciements avec indemnités, les 90 %. Ce sont des balles enrobées de sucre ; au bout des 12 mois, il y a, pour les travailleurs, l'isolement, la défaite. Que les patrons se mettent dans la tête que les travailleurs ne se satisfont pas d'être chômeurs, même payés !

Voilà la seule réponse qui soit conforme aux intérêts des ouvriers. C'est le sens de la vieille devise «Un pour tous, tous pour un !»

Ni plan Barre, Ni programme commun

Tel n'est pas l'avis des dirigeants CGT et CFDT, ni des politiciens de l'Union de

la gauche qui courent après les bulletins de vote, pour devenir patrons à la place des patrons. Mais sont-ils des «amis des travailleurs», ceux qui disent : «Dix licenciements valent mieux que quinze» ? Peut-on croire ces bavards qui divisent les usines en «viables» et «non viables» ? «Viable» veut dire rentable, c'est-à-dire qui amène des profits ; pour qui ces profits ? Pour les patrons de «gauche» qui soutiennent d'ores et déjà le Programme commun ? Vers qui les révisionnistes du faux Parti communiste français lancent-ils leurs cocorico : «Union du peuple de France», «socialisme aux couleurs de la France», sinon vers les petits patrons — comme Deffrenne — touchés par la crise ?

Quel sens a cette revendication de la CGT de la Lainière (Roubaix) qui réclame le droit pour les comités d'entreprise de «contrôler» les licenciements, sinon de pouvoir, après 78, licencier les ouvriers qu'ils ne veulent plus voir ? D'ailleurs, ont-ils soutenu les travailleurs de Deffrenne, les révisionnistes du PCF qui ont arraché les affiches de soutien de «L'Humanité rouge», qui disaient : «Ni 35, ni un seul licenciement !» ?

Non, il y a deux camps. Dans le camp des ennemis, on trouvera inéluctablement les diviseurs, les traitres de l'Union de la gauche.

Union, action, N'attendons rien des élections !

Face à toutes ces manœuvres, il faut rester vigilant et ne faire confiance qu'en nos propres forces. L'union dont ont besoin les travailleurs de Deffrenne, c'est celle de toutes les entreprises touchées par le chômage, union bâtie dans la lutte et développée par la lutte.

Ainsi, un délégué CFDT répondait à un camarade de Lemaire et Dillies : «Si vous partez en grève contre les licenciements, on est prêt, nous, à Deffrenne, à vous épauler».

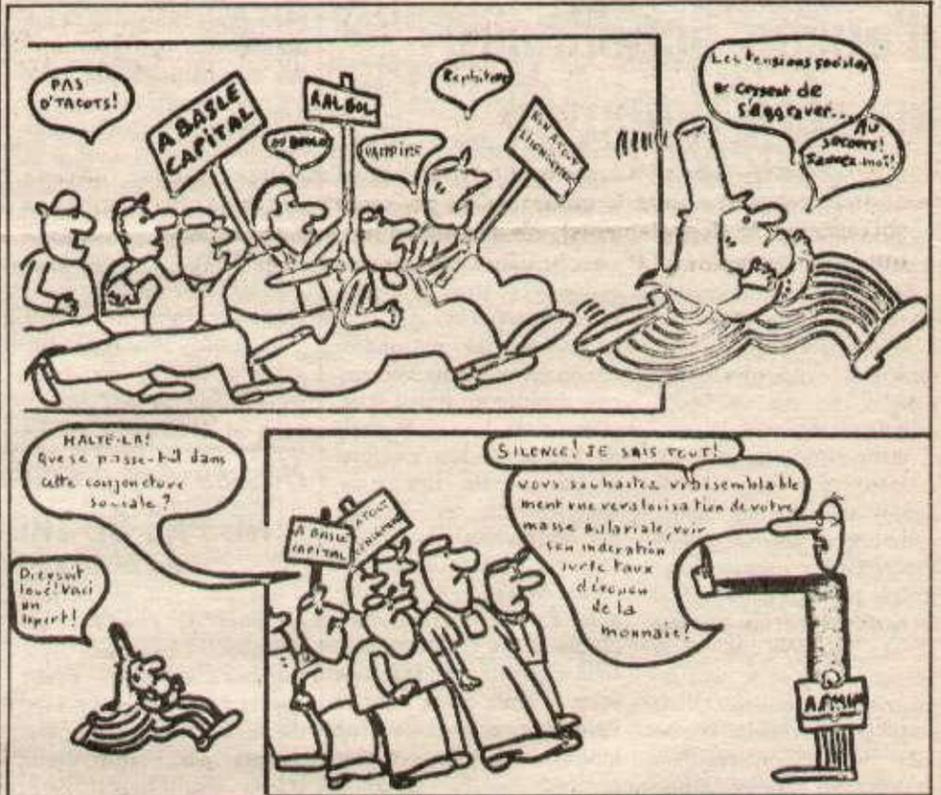
Le soutien et la solidarité sont ils ont besoin, c'est celui qu'ils trouvent, non pas dans les phrases et les promesses des pontes ou des politiciens, mais dans le peuple, et la classe ouvrière.

L'action dont ils ont besoin, c'est celle qu'ils auront décidée eux-mêmes, au moyen d'assemblées générales pratiquant la démocratie prolétarienne, et non la démocratie bourgeoise, avec ses magouilles et ses sentiers secrets. C'est avec ces armes, les armes de la classe ouvrière, qu'ils opposeront une riposte massive, dure et victorieuse aux attaques de la Cogefi.

Telle est la voie de la lutte, le chemin de la victoire.

Correspondant HR

LES MESAVENTURES D'A. PALLAN, DIRECTEUR D'UN CABINET D'EXPERTS (Extraits) Vues par la section syndicale CFDT des Ets Deffrenne et Cie



M.B: Toute ressemblance avec des personnes existant ou ayant existé ne serait pas due au hasard...

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN FAITES-LE LIRE AUTOUR DE VOUS

Raymond Boutons (Grenoble) 250 F POUR TOUS ! NON AU PLAN BARRE !

Raymond Boutons est une vieille entreprise de mécanique qui compte en viron 600 ouvriers. Dès le début janvier, le patron a annoncé que cette année il s'en tiendrait au plan Barre pour les augmentations. Mais les travailleurs ne sont pas d'accord : «Nous n'attendrons pas jusqu'en mars ou avril pour nos salaires, alors que les prix, eux, ont augmenté depuis janvier.»

Dès le 1er février des ateliers ont débrayé sur leurs revendications propres, dès lundi 7 tout le «labo» se mettait en grève totale pour une journée (décision prise en AG). De même, les travailleurs de l'atelier des presses ont décidé en AG de débrayer quart d'heure par quart d'heure en faisant grève sur le tas, et ceci sans pointer.

Ces luttes par atelier se sont unifiées sur les revendications :

— 250 F pour tous ; 40 heures sans perte de salaire (l'horaire actuel étant de 41 h) ; lutte contre les inégalités et les injustices (c'est-à-dire

sur les classifications et les différences de salaires existantes pour une même qualification).

Les formes de lutte ont été décidées par les travailleurs en assemblée générale.

Mardi 8, la direction, après plusieurs intimidations fait venir un huissier qui relève le nom de tous les grévistes. Face à cette provocation de la direction, les travailleurs défilent dans l'usine en passant dans tous les ateliers, se réunissent devant le bureau du patron et tiennent une réunion.

Juste avant l'heure de la sortie, la direction distribue des lettres de mise à pieds à 61 personnes (de façon illégale : les lettres sont données de la main à la main et certaines ne sont pas nominatives) et essaye ainsi de casser le mouvement et l'unité des travailleurs par de nouvelles intimidations.

Ces manœuvres n'ont fait que renforcer la colère des travailleurs qui ne sont pas décidés à se laisser faire.



Sescosem (Aix-en-Provence)

# NON A TOUT LICENCIEMENT A LA SESCO

Le 9 février, un millier d'ouvriers et d'employés de la Sescosem (groupe ThomsonCSF) ont manifesté dans les rues d'Aix. Après une soixantaine d'ouvriers et d'ouvrières sous contrat provisoire dont le contrat n'est pas renouvelé (dont une soixantaine de licenciements), c'est aujourd'hui 147 travailleurs qui sont licenciés (OP, techniciens, dessinateurs, etc.). Déjà

Fin novembre, à la suite d'une réunion du CE, on pouvait lire sur les panneaux syndicaux que certaines lignes de l'usine allaient être arrêtées alors que d'autres se verraient réduire leur production. Donc il fallait s'attendre à des licenciements, mutations, etc.

Une longue trahison révisionniste...

Suite à cette grave nouvelle, le 13 décembre, dans un tract intitulé «Attention danger !», la direction CGT dit : «Il ne faut pas attendre qu'il soit trop tard, il faut dès maintenant engager la lutte... de l'OS à l'ingénieur nous sommes tous concernés. Luttons ensemble pour conserver notre emploi.» Voilà qui était bien chanté !... mais les ouvrières durant bien vite déchanter ; le 14 décembre : «Attention élections au CE !». Grand branle-bas. La CGT reprend à son compte nos revendications pour apater nos voix et enfouir dans les urnes notre juste colère ! Grâce à cette démagogie, la CGT sortira majoritaire du CE (quatre sièges).

Le vendredi 17 décembre Dumas est attendu à la Sescosem comme il se doit (Dumas c'est le nouveau patron). Il sera accueilli par les travailleurs qui, à l'appel des syndicats CGT et CFDT arrêtant le travail pendant 2 heures, exigeant qu'une délégation soit reçue et informée sur la situation nouvelle. Sans résultat.

Puis viennent et passent les fêtes, où chacun ronge sa corde, tandis que les ouvrières sous contrat provisoire continuent à grossir les rangs des chômeurs. Sans qu'aucune direction syndicale ne lève le petit doigt ! C'est un scandale d'autant

plus grand que le 7 janvier les directions syndicales étaient d'accord pour proposer aux AT, AM, cadres, ingénieurs une heure de débrayage — spécial — sous prétexte que nous, les OS, nous ne voudrions jamais les soutenir ! C'est nous qui divisons maintenant !

Mais le 9 janvier, la CGT tentait de se rattraper. Nous allons voir comment. Lisons la fin du tract : «Seule la lutte des travailleurs peut faire échec à la politique de misère et de chômage, par la mise en application du Programme commun, soutenu par la CGT.» Ce tract a été distribué trois jours avant la fin des contrats provisoires... Il fallait donc se rendre à l'évidence : les ouvrières sous contrat, marge de manœuvres pour les patrons sont devenues avnt même de disparaître des fantômes pour la direction CGT !

...Et la riposte ouvrière

La colère grandit à la Sescosem. Nous ne sommes pas dupes : ni le patron, ni les délégués de la CGT ne nous tromperont plus longtemps. Nous l'avons bien prouvé lors de la manifestation du 25 janvier. A l'appel des 4 syndicats un débrayage est prévu pour la seconde venue de Dumas. Les travailleurs ont répondu très massivement. Le matin, en AG, certains d'entre nous ont lancé l'idée d'une manifestation en ville. Elle a été reprise par l'ensemble des grévistes. Et c'est sur les mots d'ordre de «non aux licenciements», «Thomson peut payer», «les travailleurs de la Sescosem sont en grève contre les licenciements», que se déroule la manif.

Le coup de la manif non prévue par les dirigeants CGT a nécessité une nouvelle tactique pour eux l'après-midi. Ils ont été obligés de diffuser un tract en pleine AG, tract sur les municipales, pour détourner l'attention des grévistes à qui on racontait la manif du matin. Malgré tout, les grévistes étaient déterminés à sortir en manifestation dans la ZUP. Mais les dirigeants révisionnistes s'y sont opposés, obligeant les filles qui étaient déjà sorties, à l'initiative des délégués CFDT, à rebrousser chemin.

En clair : ils ont joué les briseurs de grève ; sur-tout pas de débordement,

deux manifestations ont été organisées.

Nous publions ici des extraits de l'intervention d'une ouvrière de la Sescosem lors du meeting organisé par l'Humanité rouge à Aix. L'historique de la lutte engagée montre bien la tactique et les buts électoralistes suivis par les directions révisionnistes CGT-PCF.

d'autant plus que Madeleine Vincent, membre du Bureau politique du PCF se déplaçait aux portes de l'usine

pour placer quelques cartes. Mais Madeleine Vincent a été accueilli comme il se doit : qui sème le vent récolte

la tempête ! Attention donc à tous les briseurs de grève car la colère des travailleurs monte.

Sopaluna (Chelles)

## LES OUVRIERS RIPOSTENT A L'EXPLOITATION CAPITALISTE

Depuis le 24 janvier, 19 travailleurs sur 30 (français et immigrés) de chez SOPALUNA dans la zone industrielle de Chelles (Seine-et-Marne) sont en grève. C'est la 3e grève après 73 et 75.

La SOPALUNA s'occupe de régénérer les huiles usagées en les traitant avec de l'acide sulfurique afin d'obtenir du gaz-oil.

Voici dans quel cadre travaillent les ouvriers de la SOPALUNA.

— Lorsqu'on purge les batteurs, un nuage d'acide sulfurique se dégage directement dans l'atmosphère ou dans l'atelier, obligeant les travailleurs à quitter les lieux, car ils crachent du sang ou sont brûlés aux endroits non protégés par les masques.

— Les pantalons de travail sont rongés par l'acide. Certains ouvriers sont obligés de porter des bottes à cause de l'épaisseur de boue dans les ateliers.

— Des travailleurs doivent descendre dans des cuves non dégazées stockant les huiles, pour nettoyer, sous prétexte que ces huiles ne sont pas nocives. Mais on y suffoque.

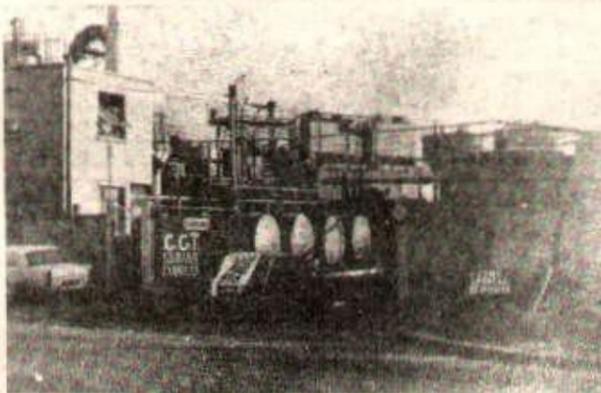
— Les vestiaires, la cantine, les sanitaires sont de véritables porcheries.

— Chaque jour les cheminées crachent des fumées polluantes (à forte teneur en soufre) dans l'atmosphère, des eaux polluées sont déversées dans la Mame proche ; tout cela a déjà provoqué la colère des habitants de la région contre la direction de la SOPALUNA.

Pour cette dernière, c'est la recherche du profit maximum qui prime au mépris de la santé des travailleurs et des riverains. La SOPALUNA n'est pas un cas isolé, les travailleurs du plomb, de l'amiante, les mineurs sont également touchés par la même cause : le capitalisme tue les travailleurs pour ne pas rogner ses profits.

### DIVISER POUR MIEUX REGNER

Prenant pour prétexte la construction d'une nouvelle usine dans l'enceinte actuelle, la direction a embauché des travailleurs «dociles» qu'elle paie plus cher, sur des postes à qualification bidon. Aujourd'hui ce sont eux, les non-grévistes. Ils acceptent de travailler 14 à



16 heures par jour pour que l'usine tourne.

Pour un même travail, le salaire varie du simple au double. Les travailleurs les moins payés sont les plus anciens, les plus conscients.

Il faut noter également l'absence de promotion interne (un manœuvre sera toujours manœuvre même s'il reste 10 ou 20 ans dans la boîte).

### LA RIPOSTE DES TRAVAILLEURS

Face à cette situation, la majorité des travailleurs sont en grève jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Ils exigent :

— de meilleures conditions de travail et d'hygiène : l'installation de bacs de dé-

cantation pour les vapeurs d'acide, de ventilateurs, etc.

— à travail égal, salaire égal

— application de la convention collective des pétroles.

Pour renforcer la grève, les travailleurs bloquent les portes de l'usine pour empêcher toute activité des «jaunes». Le patron les traine devant les tribunaux qui les condamne 5 jours plus tard à laisser libres les portes de l'usine.

La justice montre son visage de classe. Lorsque les riverains ont engagé des poursuites contre la SOPALUNA pour la pollu-

(membre du PCF) et les délégués départementaux (membres du même PCF) ont très rapidement fait obstacle à notre soutien, cela sans demander l'avis des travailleurs, en les mettant en garde contre les «communistes révolutionnaires» de l'HR, cherchant à nous faire passer pour des gens qui «veulent tout casser».

Ils ne peuvent pas admettre que les travailleurs sachent que de véritables communistes existent et qu'ils les soutiendront jusqu'à satisfaction de leurs revendications. C'est un véritable chantage qu'ils ont exercé à l'encontre des grévistes : «C'est eux ou nous» leur dirent-ils à propos de notre soutien.

Pour de véritables défenseurs de la classe ouvrière, il est remarquable de voir comment ils refusent le soutien à des organisations représentant une partie de la population (CFDT, Amis de la terre, PSU), ce qui ne les empêche pas d'ailleurs d'appeler à la solidarité !

La division organisée par le PCF ne sert pas les travailleurs, elle sert par contre ses intérêts électoraux :

— à quelques semaines des municipales, il est intéressant d'apparaître comme le «seul véritable défenseur des travailleurs»

— cela permet également au PCF de négocier en position de force face au PS pour arracher le maximum de fauteuils municipaux (le PS s'est vu également refuser le soutien !).

Mais, toute cette cuisine électorale n'empêchera pas les travailleurs de la SOPALUNA de continuer leur lutte s'ils restent unis jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. Au cours de la lutte, nous sommes convaincus que les travailleurs sauront bien distinguer les faux amis des vrais !

Correspondant HR.

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS  
ACHETEZ TOUJOURS  
L'HUMANITE ROUGE  
DANS LE MEME KIOSQUE



## Grenoble-St-Martin-d'Hères

## Des locataires victimes de l'incurie des municipalités de «gauche»

Rue Jules Vallès, une rue à cheval sur Grenoble et St-Martin-d'Hères, mercredi 2 février, un immeuble de 8 étages se fend de haut en bas et sur ses deux façades ; en face une petite maison est dévastée.

Que s'est-il produit ?

Il y a un an les municipalités de Grenoble («socialiste») et St-Martin-d'Hères (PCF) décidaient (sans consulter bien entendu les habitants concernés) d'entreprendre des travaux pour canaliser les eaux de pluie.

Un an pendant lequel les habitants allaient vivre constamment dans la boue et un bruit difficilement supportable. Un bon moyen, il faut le signaler, de diviser les travailleurs. D'une part, les habitants (travailleurs eux-

mêmes) qui, fatigués, doivent supporter pendant des mois cette gêne à leur repos. D'autre part, des ouvriers, principalement immigrés, qui effectuent un des plus sales boulots, dans les conditions qu'on connaît, le marteau piqueur ébranlant en permanence leur système nerveux et qui n'ont pas les moyens matériels de se lier aux habitants de la rue car le chef de chantier est là, constamment sur leur dos, un cheffailon bien sélectionné par le patron de l'entreprise pour la rentabilité et le profit.

### DES TRAVAUX DANGEREUX

Les habitants protestent, demandent que les travaux cessent. Le chef de chantier auquel ils s'adressent refuse, n'essaie même pas de discuter avec eux et de les comprendre.

Les travaux continuent. La rue est toujours éventrée, ces derniers jours on avait creusé un trou profond de 13 mètres.

Et c'est la catastrophe : l'immeuble se fend, les caves sont inondées, il y a des

fuites d'eau importantes dans la plupart des appartements. Nous en avons visités, on dirait qu'un tremblement de terre s'est produit. La petite maison en face est complètement dévastée.

Alors les «autorités concernées» rappellent en masse et à toute allure rue Jules Vallès. Pendant un an, personne, parmi les notables, n'avait daigné venir voir de temps en temps ce qui se passait et ce que pensaient les habitants et les travailleurs.

Après avoir fait boucher immédiatement cette aberration que représentait le trou de 13 mètres au pied de l'immeuble (bizarre comme on se dépêche après les catastrophes), ils ont déclaré qu'il n'était pas nécessaire de faire évacuer les sinistrés. Cependant, on juge plus prudent de laisser un piquet de sécurité sur place pour une durée indéterminée.

### LES LOCATAIRES S'ORGANISENT

Mais les habitants n'ont pas l'intention de se laisser faire par deux municipalités qui, pendant un an, leur ont imposé des travaux dangereux à tous points de vue (une vieille dame dut être hospitalisée au cours des travaux afin de l'éloigner du vacarme incessant qui ébranlait sa santé). Dès samedi matin, les locataires se réunissent pour envisager les actions à mener. Ils ont pris un avocat pour les défendre et intentent un procès en référé aux deux municipalités en cause.

Ils se sont retrouvés 20 personnes, mais ont contacté les voisins de la rue sinistrée qui vont former un comité de soutien et lutter ferme pour défendre leur droit à la parole maintenant, eux que des mairies qui se disent de gauche ont tenu pour quantité négligeable pendant un an.

Est-ce cela que nous propose le Programme commun ? C'est-à-dire exactement la même forme de gestion et d'administration que la droite bourgeoise.

Cela ne fait aucun doute : démagogie et mépris des travailleurs, c'est ça leur programme commun aux bourgeoisies de tous poils.

Même ligne, même clique, même ennemi à combattre.

Correspondante HR.

## nouvelles intérieures

## Nice

## Après l'agression contre Mohktar Mamoudi

### VIBRANT MEETING DE SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE TUNISIEN

Mohktar Mamoudi avait été sauvagement agressé par deux flics à la solde du consulat de Tunisie de Nice alors qu'il écrivait des slogans populaires hostiles au régime tunisien. Plus de 200 personnes ont répondu à l'appel de l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET) pour protester énergiquement contre cette agression. Le meeting a pu se dérouler jusqu'au bout malgré une alerte à la bombe qui a obligé ses participants à gagner dans le calme une autre salle.

Après un discours de l'UGET et la dénonciation de la répression faite par un ouvrier tunisien, se succédaient à la tribune les représentants d'organisations de masse arabes, africaines ainsi que d'autres pays : PPSD (étudiants grecs), FEANF, l'UNJA (Algérie), UNEI (Inde), l'UNEM (Maroc)...

Le meeting a été ponctué de plusieurs mots d'ordre largement repris par la salle : «Vive la lutte du peuple tunisien ! UGET solidarité ! Palestine vaincra ! », et aussi : «A bas le révisionnisme !».

Un représentant d'El Amel Tounsi (Le Travailleur tunisien) a dénoncé la répression qui s'abat sur les progressistes et les militants M-L tunisiens et retracé la lutte du peuple tunisien contre le régime de Bourguiba et l'impérialisme. Un militant de l'Humanité rouge a condamné la répression qui s'abat en France à l'encontre des progressistes et des militants d'organisations étrangères, stigmatisant notamment les agressions sionistes contre les militants palestiniens. Il a également dénoncé l'attitude chauvine et réactionnaire de la fédération locale du PCF qui refuse dans les faits tout soutien réel. Une pétition s'élevant contre toute mesure de représailles à l'égard des progressistes tunisiens et exigeant qu'au contraire les agresseurs soient poursuivis a été portée au consulat de Tunisie.

## Les assistants-sociaux en formation refusent le décret «Lenoir»

700 élèves de 13 écoles du service social de la région parisienne se sont réunis ces derniers jours à la Bourse du travail. Ils ont manifesté leur refus unanime de l'arrêté Lenoir. A quatre mois du diplôme de fin d'études (3e année), il prétend en modifier les modalités.

Dans l'ancien système, il y avait en fin d'études un oral facultatif pour ceux qui avaient moins de 12 dans les notes de l'année. Les étudiants demandaient l'annulation de cet oral.

Début février, tombe le «décret Lenoir» qui tout en supprimant l'oral, le réintroduit en fait : «L'étude de cas» devient obligatoire pour tous avec nécessité impérative d'avoir la moyenne. Les travailleurs sociaux en formation réclament le retrait de ce texte qui vise à renforcer la sélection en écartant notamment ceux qui ont sur le «travail social» une opinion différente de celle des écoles.

L'action se développe également en province. Ainsi à l'école d'assistants sociaux de Rouen les travailleurs en formation réunis en assemblée générale ont décidé une grève reconductible, qui, pour la première fois, est suivie par toutes les années.

### TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert

Pli fermé

1 mois (22 N°) ..... 32 F ..... 70 F

3 mois (66 N°) ..... 95 F ..... 210 F

6 mois (132 N°) ..... 190 F ..... 400 F

Soutien ..... 300 F ..... 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE

No 30 226-72 - La Source

## Nantes

## Succès de la soirée «Santé publique populaire d'Albanie et médecine préventive en République»

Ce meeting organisé par le comité de Nantes de l'Association des amitiés franco-albanaises s'est déroulé le 28 janvier 77 à la Maison des jeunes de Rézé, réunissant plus de 120 personnes de tous les âges dont une majorité de travailleurs sociaux.

Après un exposé assez court mettant en avant le choix fondamental de la République populaire d'Albanie : la médecine préven-

tive, un riche débat s'est déroulé. Cette soirée a donc été très positive. Elle a permis de renforcer l'amitié entre le peuple français et le peuple albanais mais aussi de comprendre comment le régime socialiste est indispensable pour une santé et une médecine au service du peuple. C'est parce qu'en Albanie, l'homme est le capital le plus précieux que le système sanitaire et médical diffère tellement du notre.

## Les journées d'action et les intentions révisionnistes

A propos de la grève à la RATP, l'Humanité du 10/02 titre : «La boucle est bouclée : tous les salariés de l'Etat ont exprimé leur hostilité au plan Barre.»

Après quoi on bouclera d'autres «boucles» pour d'autres catégories de «salariés» et de boucle en boucle, aucune n'obtiendra quoi que ce soit !

«Ainsi pendant que les salaires restent bloqués, les hausses du coût de la vie iront bon train. C'est toute la philosophie du plan Barre», poursuit l'Humanité.

Mais quelle est donc la sienne, celle du PCF, du Programme commun ? A peu près la même. La voici exprimée bien clairement :

«La grève témoigne d'une forte hostilité à un plan qui gruge les travailleurs. Le gouvernement peut bien faire semblant de marquer des points. Certaines «réussites» sont acquises au prix d'injustices et d'un mécontentement si grands qu'ils promettent d'arriver demain. Car les travailleurs n'ont pas épuisé tous leurs recours pour exprimer leur refus de cette politique.»

Au fond, que les salaires restent bloqués, que les hausses du coût de la vie aillent bon train et que le mécontentement soit si grand que, bien canalisé, il conduise les travailleurs à bien utiliser leur «recours» en 78 !

D'un côté ils liquident de honteuse manière la lutte des Chantiers navals de Saint-Nazaire, de l'autre ils organisent une semaine d'action dans la construction navale dont le «temps fort» mercredi consistait en une ou deux heures de débrayage, le temps de faire défiler les travailleurs derrière leurs mots d'ordre.

Et hier, le 11, c'était la «journée d'action interprofessionnelle régionale» en Lorraine, premier pas pour aller jusqu'au bout... contre les 20 000 licenciements ? Non bien sûr, jusqu'à la nationalisation. C'est ce que dit Depietri, député-maire PCF de Moyeuve-Grande.

«L'Etat va donc établir un nouveau plan financier. Pourquoi donc ne pas aller jusqu'au bout et aller jusqu'à la nationalisation ?»



culturel

Nanterre

# Les révisionnistes savants ou les précieux ridicules

Il fallait venir samedi 5 à Nanterre pour constater l'écart entre ce que disent les révisionnistes et ce qu'ils font.

Il est bien certain qu'aucun travailleur ne sacrifiera une partie de son week-end pour voir toute une brochette d'écrivains bourgeois se trémousser sur une scène.

Des écrivains qui parlent de façon alambiquée il peut en voir à la télévision, ou bien s'il veut rire, il peut regarder une émission comique.

Ce que veulent faire les révisionnistes, c'est garder à

gnac». Cette définition se termine par une formule qui éclaire tout : «La littérature, ce mystère qui produit d'autres mystères».

Alors que c'est tout le contraire qui se produit. Ce n'est pas la base économique qui est le reflet de l'idéologie et de la littérature, mais c'est la littérature qui reflète la base économique. S'il y a des Rastignac, des arrivistes dans les livres de Balzac, c'est bien parce qu'il y en avait dans la société quand Balzac écrivait «La comédie humaine».

Mais nos écrivains vou-

core ces vieux schémas simplistes et jdanoviens), c'est en terme de... Galaxie. Oui, Monsieur, c'est Mac Luhan qui l'a dit. On ne caractérisait plus une époque politiquement en montrant quelle était la tendance principale dans la lutte des peuples. On parlait de la galaxie Gutenberg qui vient de se terminer (c'est-à-dire l'époque de la suprématie de l'imprimerie) et de la galaxie de l'image dans laquelle nous trouverions actuellement (ces notions sont du sociologue américain Mac Luhan !)

Au service de quelle classe doit se mettre l'écrivain ? Qui doit-il servir ? Question dépassée depuis longtemps.

pants au débat avaient les représentants présumés d'au moins 8 avant-gardes littéraires en face d'eux et qui intervenaient à qui mieux mieux. Belle tempête dans un verre d'eau !

Ricardou le théoricien du

titué toute la société de son temps. Et Marx a dit que dans «La comédie humaine» il voyait tous les rouages de la société capitaliste mieux que dans des livres d'économie.

Les romans chinois ou

de classe dans la société actuelle, ce n'est pas refléter la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, du point de vue du prolétariat. Rien de tout ça ! C'est montrer la «matérialité» du texte, les matériaux (montrer les propositions, la construction du texte, etc. comme dans un livre de grammaire !).

Il faut encore citer une bulle de Xavier Pommeret (autre avant-garde) qui a dit : «Ce qui fait la trame de mes récits, c'est Paris - capitale de province d'un pays dont la capitale serait à Washington. Voilà ce que j'essaie d'exprimer !» Voilà qui a le mérite d'être clair. Il a oublié de préciser si Moscou était un chef-lieu de canton d'une province encore plus reculée, «d'un pays-dont-la-capitale-serait-Washington».

Comme on peut le voir, la culture que diffusent les révisionnistes, c'est une culture élitiste, individualiste et démobilisatrice. La seule intervention faisant référence à la classe ouvrière fut celle d'un membre de «Culture et travail» (association révisionniste qui vit sur les comités d'entreprise) qui a



courant littéraire dit du «nouveau roman» n'a-t-il pas dit : «L'idéologie dominante dans le récit s'accomplit par l'effet de représentation (sic). L'idéologie dominante c'est l'idéalisme ! L'effet de représentation cache la matière signifiante. Le matérialisme artistique

albanais qui posent les problèmes de la construction du socialisme sont des œuvres d'imagination. Œuvres écrites à partir d'une analyse marxiste-léniniste de la réalité, qui permet de créer des personnages riches, représentatifs et dont le caractère se précise dans la

## LIVRE OU SAVONNETTE ?

On peut lire dans les principes d'action du Centre de diffusion du livre et de la presse (CDLP) :

«Pour nous le livre n'est pas un objet que l'on pourrait vendre comme d'autres vendent des savonnettes. Tout en étant soumis à une situation économique donnée qui, sous peine de faillite, doit être prise en compte totalement, le commerce du livre n'est pas pour nous un commerce comme un autre. Les livres sont chargés des «idées», des «pensées», de la «culture». Or,

dans le hall que se passait-il ? Tous les passants se faisaient racoler par des vendeurs de l'«Histoire littéraire de la France» en 10 volumes pour le modeste prix de 2 750 F pour ceux qui peuvent payer de grosses mensualités et 3 564 F pour les étudiants et tous ceux qui ne peuvent payer plus de 99 F par mois pendant 36 mois pour ce trésor d'érudition. Entre la critique de la notion de livre considéré comme une savonnette et l'application du principe, il y a un fossé.»

la culture bourgeoise son caractère élitiste. Ils demandent seulement d'avoir, eux, un peu plus part à l'élaboration de cette culture. Les expositions sur le livre sont une réplique à l'exposition «Comment faire un livre» de Beaubourg.

### QUELQUES PERLES

Maintenant quelques «perles» relevées dans les débats : on pourrait croire qu'elles sont tirées d'un manuel : «Sachez répondre devant un examinateur réactionnaire».

Ainsi : «L'écrivain est seul devant son papier». C'est le mythe éculé du poète seul devant sa feuille, retiré dans sa tour d'ivoire ignoré du reste des mortels.

### LA LITTÉRATURE FAIT LA VIE

Ou bien : «C'est la littérature qui fait la vie : Thiers est copié sur Rasti-

### L'ECRIVAIN SEUL AVEC LES MOTS

«L'écrivain est quelqu'un qui vit seul avec les mots». Bien sûr, «la lisibilité est un faux problème». Il n'y a pas de livres illisibles, mais «des livres transparents avec des arrières-plans». Mépris des masses, voilà ce que reflète la conception de ces écrivains qui se moquent bien d'être compris par les lecteurs.

Surtout que les seuls qui pourront soupçonner quelque chose dans leur prose sont les intellectuels qui ont eu la possibilité d'étudier.

Au débat sur le roman historique, on pouvait entendre l'apologie de l'individualisme bourgeois. «C'est le UN tout seul qui lit, qui écrit, qui lit avec la réalité de SON monde.»

### FERNIOT

Voilà qui tend à répandre une conception de l'homme coupé de tout système économique, de tout rapport de production, vivant dans un monde de rêve, qui lui est personnel. Pour cet homme-là (s'il existe), pas moyen de lutter collectivement contre l'exploitation.

Dans un esprit d'ouverture et de liberté les révisionnistes avaient invité, devinez qui ? Jean Ferniot, l'interviewer de Pompidou, s'il pouvait interviewer Marchais un jour ! Bien sûr, il a eu tout loisir d'expliquer sa conception de l'histoire, qui n'est pas très éloignée de celle des révisionnistes. Mais le point culminant, le summum fut atteint par le débat sur «Avant-garde et littérature». C'est là que l'amour propre de ces messieurs est le plus chatouilleux. Les partici-

## Sur le front culturel

### S'AGITER POUR MIEUX S'INFILTRER

«60 écrivains en direct, 6 débats sur le roman et la poésie». Non, ce n'était pas la librairie Hachette, ni les Presses universitaires de France qui organisaient une vente promotionnelle. Il s'agissait de la maison des jeunes et de la culture de Nanterre (tenue par le PCF) et de l'Association travail et culture. Ceci fait partie d'une vaste campagne lancée à grand bruit par le PCF dans le secteur de la culture. Le 3 janvier,

c'est dans une autre maison de la culture, à Créteil (dans la région parisienne) qu'était organisé un rassemblement d'artistes plasticiens.

Mercredi, c'est l'appel des 80 personnalités, «le manifeste pour la création»

à la une de «L'Humanité». Pourquoi cette agitation des révisionnistes en ce moment ? La culture est un moyen pour la fraction de la bourgeoisie au pou-

voir d'imposer sa conception du monde aux travailleurs. L'appareil culturel est très important pour la propagande de la bourgeoisie. Les révisionnistes ont réussi à s'infiltrer dans une partie non négligeable de cet appareil culturel.

Les révisionnistes ne se battent pas contre Beaubourg, ils demandent d'avoir plus de postes à Beaubourg pour mieux diffuser et inculquer cette culture bourgeoise élitiste.

est lié au matérialisme philosophique en accord avec les classes qui travaillent matériellement.»

Pour les écrivains du genre de Ricardou, la littérature ne se juge pas en fonction de la réalité objective. Elle se juge par rapport à elle-même. Le seul fait de raconter une histoire, d'imaginer la trame d'un récit, revient pour Ricardou, à faire œuvre de fiction et donc d'idéalisme ! Alors que c'est dans une œuvre de fiction que Balzac a recons-

lute contre les positions erronées ou bourgeoises, dans la lutte de classes,

Haoran a écrit : «La ligne politique et idéologique, c'est la pelle et la pioche pour construire une œuvre littéraire.» Evidemment, M. Ricardou n'a que faire d'une ligne politique prolétarienne. Pour lui, le langage se réduit à l'inconscient social, l'inconscient sexuel et l'inconscient scriptural. Pour lui, le matérialisme ce n'est pas montrer les contradictions

expliqué qu'il est bien difficile de lire après des journées où le travail et le transport occupent 10 heures.

Il a continué en expliquant que le rôle de «Culture et travail» était «d'aider les travailleurs à se défendre contre le capital grâce aux comités d'entreprise». Il n'a pas expliqué que les comités d'entreprise permettaient de payer des bonzes révisionnistes à se remplir les poches sans rien faire, ceci grâce à l'exploitation des travailleurs.

# L'Humanité Rouge

## LA CRISE VITICOLE EN LANGUEDOC - ROUSSILLON ET LE COMBAT DES TRAVAILLEURS DE LA VIGNE

### LE PS A LA TETE DE LA BOURGEOISIE VITICOLE (9)

Si le Parti de Georges Marchais pratique une politique du sourire vis-à-vis de la bourgeoisie viticole, le Parti de Mitterrand, quant à lui, bénéficie déjà d'une vieille implantation et influence dans cette couche, et ses positions actuelles visent à les entretenir.

L'implantation de la «social-démocratie» remonte à plusieurs dizaines d'années. La SFIO s'était acquis le contrôle des syndicats de vignerons, et bénéficiait de postes dans la plupart des appareils «professionnels», chez ceux que l'on appelait les «vignerons fonctionnaires».

Le Parti de Mitterrand, issu de la SFIO complètement discréditée au milieu des années 60, et regonflée sous le sigle «PS» grâce au PCF, a conservé son influence dans ce qu'on appelle «les milieux dirigeants de la viticulture méridionale». On note même, depuis quelques temps, un renforcement de son influence. Ainsi, l'an passé, on apprenait que Maffre de Baugé avait adhéré au PS. Cela n'avait rien d'étonnant. C'était là la convergence entre les intérêts de la bourgeoisie viticole et les positions d'un parti décidé à les défendre.

Cela dit, il faut être conscient du danger que représente ce parti en organisant de simples petits ou moyens viticulteurs, par l'utilisation démagogique de toute une phraséologie «socialiste».

C'est pourquoi, connaître exactement la politique du PS, en apprécier le contenu de classe bourgeois, est extrêmement important pour l'avenir du mouvement viticole.

«La crise qui atteint périodiquement la viticulture de notre pays démontre la nécessité d'une réforme(...) Seul un office des vins permettra de sortir de la crise et d'éviter son retour», peut-on lire dans un projet de loi du PS déposé à l'Assemblée nationale. Il est ajouté que cet office devra agir par «une intervention ferme de la puissance publique en accord avec la profession viticole».

Comme on peut le constater ce genre de formulations correspond tout à fait à celle avancée par la bourgeoisie viticole : contre la politique économique dite «libérale» et pour le «dirigisme». Bien sûr, le parti de Mitterrand ne dira pas ouvertement quelle classe de la viticulture il soutient. Non,

il soutient tous les viticulteurs, car ce fameux office, à la sauce PS, prétend «garantir officiellement aux viticulteurs un prix minimum tenant compte des charges d'exploitation».

Or, nous l'avons vu plus haut, il est parfaitement démagogique de promettre un revenu minimum pour toutes les classes de la viticulture.

Déjà en 1936 l'ancêtre du PS, la SFIO, avait promis, avec les mêmes slogans, que l'office du blé (l'ONIB, devenu ONIC-Office des céréales sous le régime de Vichy - auquel collabora Mitterrand) pourrait garantir aux petits et moyens producteurs un revenu minimum. Or, cet office du blé était bien incapable de concilier les intérêts des gros céréaliers capitalistes avides de terres et de profits avec la masse des petits producteurs. L'expérience de 40 années de cet office n'est-elle pas là pour nous le démontrer clairement ? La raison de cela n'est pas à rechercher dans la politique de tel ou tel gouvernement mais dans les lois du développement du capitalisme à la campagne, lorsque la bourgeoisie domine tous les secteurs d'activité du pays.

Ce projet de «véritable office» appliqué par un gouvernement dit de «gauche», ne servira en définitive qu'une classe de la viticulture, la bourgeoisie.

Il faut d'ailleurs lire ce projet de loi du PS pour voir combien ses préoccupations sont étrangères à celles des petits viticulteurs et ouvriers viticoles qui désirent «travailler et vivre au pays». Il ne s'attaque pas aux causes fondamentales de la ruine et de l'exploitation de la petite viticulture, il s'attaque aux «excès» et prétend régler tout ce qui indispose et freine le bon développement de la viticulture capitaliste. C'est pourquoi il promet que la «profession» aura un droit de regard sur le marché du vin en France, participera au contrôle des importations, décidera de la transformation des excédents ou du stockage, etc.

Vis à vis des travailleurs de la vigne, le PS veut faire croire qu'une institution comme un «office du vin» pourra éviter la lutte de classe à la campagne. C'est dans ce sens que ce parti se joint au chorus des «dirigeants professionnels» contre la «violence et les excès» de la base, c'est-à-dire des petits viticulteurs acculés à la ruine.

Le PS est prêt à tout pour conserver et renforcer son influence dans la viticulture. Il a compris l'utilisation réactionnaire qui pouvait être faite de l'aspiration des travailleurs de la région à retrouver leur identité culturelle occitane. «Nous sommes tous des Occitans» permet à ce parti de repeindre à neuf les couleurs quelque peu ternies du vieux mot d'ordre «unité de la viticulture».

Ce n'est pas par hasard si certains chanteurs bien connus pour leur «occitanisme», vont maintenant chanter les louanges du parti de Mitterrand et du Programme commun. L'«occitanisme» en soi, s'il n'est pas lié et subordonné étroitement à des objectifs de classe, tombe inévitablement dans le marais de l'opportunisme de classe propre aux couches intermédiaires de la société capitaliste.

N'est-ce pas le cas également pour le «Mouvement d'intervention viticole occitan» (MIVOC) qui en vient aujourd'hui à offrir un projet de «réforme agraire» (projet qui comporte d'ailleurs des propositions intéressantes, mais irréalisables en régime capitaliste) «surtout aux membres de l'Union de la gauche, car nous espérons que ceux-ci ont les moyens politiques de la mettre en œuvre». (texte «Réforme agraire» du MIVOC, novembre 1976).

(A suivre).

### Le PCF, les «gros» et les importateurs (suite)

Ainsi pendant que le PCF titre sur de larges colonnes de ses journaux «halte aux importations», le Doumeng importe allégrement son profit et celui de son parti, de grandes quantités de vins ou de moûts concentrés. Et là, il serait bien naïf de croire que Doumeng agit contre l'avis et la politique de son parti.

Tous ces faits projettent une lumière crue sur la politique et les objectifs véritables du Parti de Georges Marchais, au-delà de ses slogans démagogiques et trompeurs.

Car en fin de compte, si le PCF cherche dans la bourgeoisie viticole une force capable de soutenir sa politique en secteur viticole, en réalité, les intérêts qu'il défend sont avant tout, ceux de la grande bourgeoisie. Doumeng n'est qu'un exemple concret parmi bien d'autres pour le confirmer. Au-delà du Programme commun de l'Union de la gauche tout indique que le projet politique du Parti de Georges Marchais vise au renforcement du poids et de la domination de l'Etat monopoliste sur tous les secteurs de la vie du pays. Les nationalisations bancaires ou industrielles, ou encore la mise

en place «d'Offices» chargés de contrôler et de gérer le marché de l'agroalimentaire, tout en préservant précieusement les bases mêmes du capitalisme, qui figurent dans son programme, vont tout à fait dans ce sens.

Pour le moment, le PCF cherche à gagner la bourgeoisie viticole dans le but de bénéficier de son influence, et en tirer profit pour les prochaines élections législatives. Il fait alors des promesses. Ainsi, on peut lire dans un document du PCF intitulé «L'agriculture en Languedoc-Roussillon» : «L'avenir du vignoble exige que l'on vise au-delà des prochaines années (...) Il faut prévoir un aménagement du vignoble en vue de sa mécanisation».

Or, il n'est pas difficile de voir qu'un tel «aménagement» pour la mécanisation de la viticulture en régime capitaliste - c'est-à-dire avec le développement des capitalistes viticoles - signifie, ni plus ni moins, la liquidation de la masse des petits viticulteurs et viticulteurs à temps partiel. D'ailleurs, le même document du PCF indique qu'à la question «se reconvertir en quoi et dans quelles conditions ?» il sera répondu par un gouvernement de

«gauche», par une «large concertation avec les viticulteurs, les agronomes et les économistes régionaux».

Autrement dit, le faux parti communiste français propose un avenir heureux à la bourgeoisie viticole, tandis qu'aux travailleurs de la vigne, il offre de disparaître «démocratiquement».

Le faux parti communiste de Georges Marchais n'a rien à offrir aux travailleurs de la vigne, comme aux autres travailleurs-paysans de la région du Languedoc-Roussillon, si ce n'est d'accepter «pacifiquement» de quitter la terre au nom de la «sauvegarde de l'agriculture française».

Dans notre pays, les partis de la majorité et les politiciens bourgeois qui la composent sont divisés entre eux, et largement discrédités par près de 20 années de règne sur l'Etat au service des monopoles capitalistes. Il est donc particulièrement important pour les travailleurs de villes et des campagnes de discerner dans le PCF un parti bourgeois capable de prendre la relève pour conserver - même avec des différences dans la forme - les fondements économiques, sociaux, culturels et politiques du pouvoir de la bourgeoisie.